

Brochure n° 3287

Convention collective nationale

**IDCC : 1947. – NÉGOCE DE BOIS D'ŒUVRE
ET PRODUITS DÉRIVÉS**

**AVENANT N° 14 DU 5 JANVIER 2011
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2011**

NOR : ASET1150393M

IDCC : 1947

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord est applicable aux salariés qui relèvent de la convention collective nationale du négoce de bois d'œuvre et produits dérivés.

Article 2

*Grille de minima conventionnels applicable
pour la durée légale du travail à compter du 1^{er} janvier 2011*

Valeur de point : 5,47 €.

Partie fixe :

- coefficient 100 : 820 € ;
- coefficient 105 : 795 € ;
- coefficient 110 : 770 € ;
- coefficient 115 : 746 € ;
- coefficient 120 : 721 € ;
- coefficient 125 : 700 € ;
- coefficients 135 et suivants : 681 €.

Ouvriers

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	MINIMUM MENSUEL
I	A et B	100	1 367
II	1 C	105	1 369
	2 D	110	1 372
III	1 E	115	1 375
	2 F	125	1 384
	3 G	135	1 419
IV	1 H	150	1 502
	2 I	170	1 611
	3 J	200	1 775

Administratif, commercial et technique

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	MINIMUM MENSUEL
ACT 1		100	1 367
ACT 2	1	110	1 372
	2	120	1 377
ACT 3	1	135	1 419
	2	150	1 502
ACT 4		170	1 611
ACT 5	1	190	1 720
	2	210	1 830
ACT 6	1	240	1 994
	2	270	2 158
ACT 7	1	320	2 431
	2	370	2 705

Agents de maîtrise

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	MINIMUM MENSUEL
AM 1		190	1 720
AM 2	1	230	1 939
	2	270	2 158
AM 3	1	320	2 431
	2	370	2 705

Cadres

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	MINIMUM MENSUEL
C 1	280	2 213
C 2	360	2 650
C 3	420	2 978
C 4	460	3 197
C 5	480	3 307
C 6	510	3 471
C 7	550	3 690
C 8	600	3 963

Article 3

Valeur du point d'ancienneté

A compter du 1^{er} janvier 2011, la valeur du point d'ancienneté est fixée à 5,83 €.

Article 4

Entrée en vigueur. – Dépôt. – Extension

Le présent avenant entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2011.

Les parties signataires s'engagent, dans le cadre de l'article L. 2231-6 du code du travail, à déposer le texte pour extension.

Article 5

Révision, dénonciation

Le présent avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail. Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires.

La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par déclaration en recommandé auprès de l'organisme compétent et des signataires de l'accord.

Article 7

Force obligatoire de l'accord

Les accords collectifs d'entreprise ou d'établissement de la branche du négoce de bois d'œuvre et produits dérivés relatifs aux salaires ne pourront comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent texte sauf dispositions plus favorables au salarié.

Fait à Paris, le 5 janvier 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FNBM.

Syndicat de salariés :

FNCB CFDT.